RCS : BLOIS
Code greffe : 4101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BLOIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00534
Numéro SIREN : 534 432 125
Nom ou dénomination : AAS HOTELLERIE RESTAURATION

Ce dépôt a été enregistré le 03/09/2021 sous le numéro de dépôt 3606

3606

AAS HOTELLERIE RESTAURATION

Société par actions simplifiée unipersonnelle
Au capital de 8 000,00 euros
Siège social : 66bis route de Chouzy, Onzain, 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE

534 432 125 RCS BLOIS

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE
DU 15 JUILLET 2021

L'an 2021,
Le 15 juillet,
À 9h00,

Monsieur Hadrien HADDOU,
Demeurant 4, chemin des Isles, 41150 VEUZAIN SUR LOIRE,

Associé unique de la société AAS HOTELLERIE RESTAURATION,

Après avoir exposé :

- Qu'il ferait apport à la Société des biens suivants :
  - 80 parts sociales de la société « L'Orée des Cèdres Bleus », société civile immobilière au capital de 1 000,00 €, immatriculée au RCS de BOURGES sous le numéro 499.601.052, dont le siège social est sis 143 Avenue Édouard Vaillant 18100 VIERZON ;
  - 100 parts sociales de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H », société à responsabilité limitée au capital de 8 000,00 €, immatriculée au RCS de BOURGES sous le numéro 483.412.326, dont le siège social est sis 143 Avenue Édouard Vaillant 18100 VIERZON ;

- Que l'évaluation de cet apport, qui ressort à **cinq cent mille euros (500 000,00 €)** pour les **cent (100)** parts sociales de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H » et de **six cent soixante-douze mille huit cent euros (672 800,00 €)** pour les **quatre-vingt (80)** parts sociales de la société « L'Orée des Cèdres Bleus », et les conditions dans lesquelles il serait effectué ont été, conformément à la loi, soumises à l'appréciation de la société « DR AUDIT », commissaire aux apports désigné par l'associé unique, en date du 1er juin 2021 ;

- Qu'en rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à **un million cent soixante-douze mille huit cent euros (1 172 800,00 €)**, il lui serait attribué **1 466 actions** nouvelles d'une valeur nominale de 80,00 euros chacune, émises au prix unitaire de **huit cent euros (800,00 €)**, soit avec une prime d'apport d'**un million cinquante-cinq mille cinq cent vingt euros (1 055 520,00 €)**, entièrement libérées, de la société « AAS HOTELLERIE RESTAURATION », qui seraient émises à titre d'augmentation de capital.

La prime d'apport globale d'**un million cinquante-cinq mille cinq cent vingt euros (1 055 520,00 €)** serait inscrite à un compte spécial au passif du bilan et pourrait recevoir toute affectation décidée par l'associé ou les associés ;

- Que le capital se trouverait ainsi augmenté de **cent dix-sept mille deux cent quatre-vingt euros (117 280,00 €)** et serait porté à **cent vingt-cinq mille deux cent quatre-vingt euros (125 280,00 €).**

A pris les décisions suivantes :

- **Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,**
- **Augmentation du capital social de 117 280,00 € par voie d'apport en nature,**
- **Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,**
- **Modification de l'objet social ;**
- **Refonte des statuts,**
- **Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.**

PREMIERE DÉCISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- D'un contrat d'apport en date à VEUZAIN SUR LOIRE du 15 juillet 2021, aux termes duquel il fait apport à la Société de :
  - 80 parts sociales de la société « L'Orée des Cèdres Bleus », société civile immobilière au capital de 1 000,00 €, immatriculée au RCS de BOURGES sous le numéro 499.601.052, dont le siège social est sis 143 Avenue Édouard Vaillant 18100 VIERZON évaluées à **six cent soixante-douze mille huit cent euros (672 800,00 €) ;**
  - 100 parts sociales de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H », société à responsabilité limitée au capital de 8 000,00 €, immatriculée au RCS de BOURGES sous le numéro 483.412.326, dont le siège social est sis 143 Avenue Édouard Vaillant 18100 VIERZON évaluées à **cinq cent mille euros (500 000,00 €)** ;
- Du rapport de la société « DR AUDIT », commissaire aux apports désigné par l'associé unique, suivant procès-verbal en date du 1er juin 2021,

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

DEUXIEME DÉCISION

L'associé unique décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première décision d'augmenter le capital social de **cent dix-sept mille deux cent quatre-vingt (117 280,00 €)** pour le porter de **huit mille euros (8 000,00 €)** à **cent vingt-cinq mille deux cent quatre-vingt euros (125 280,00 €)**, au moyen de la création de 1 466 actions nouvelles de 80,00 euros chacune, entièrement libérées, qui lui seront attribuées en totalité en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit la somme **d'un million cinquante-cinq mille cinq cent vingt euros (1 055 520,00 €)**, constitue une prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan et pourra recevoir toute affectation décidée par l'associé ou les associés.

TROISIEME DÉCISION

L'associé unique constate que les 1 466 parts nouvelles, de 80,00 € chacune, ont été souscrites en totalité par Monsieur Hadrien HADDOU, associé unique.

L'associé unique constate en outre que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée

QUATRIEME DÉCISION

L'associé unique décide d'élargir, à compter du 15 juillet 2021, l'objet social des statuts de la société « AAS HÔTELLERIE RESTAURATION », en y insérant l'activité suivante :

- L'acquisition, la souscription, la gestion d'un portefeuille de participation et de valeurs mobilières, tous droits y afférents ainsi que leur revente éventuelle, dans toutes entreprises ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou autres.
- La fourniture de prestations administratives, stratégiques, juridiques, comptables, financières ou de gestion d'entreprises auprès des filiales dont la société est associée ou actionnaire et d'une façon plus générale le développement des activités du groupe ;
- La réalisation d'opérations de trésorerie, de crédit (telles que prêt, avance en compte courant, cautionnement, ...) avec les sociétés liées ;
- L'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes affaires ou entreprises ;

CINQUIEME DÉCISION

Afin de tenir compte des résolutions qui précèdent et sous la condition suspensive de la régularisation des apports à la société « AAS HOTELLERIE RESTAURATION », les statuts seront modifiés en tenant compte de la réglementation applicable à ce jour.

SIXIEME DÉCISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Monsieur Hadrien HADDOU



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
BLOIS 1
Le 23/07/2021 Dossier 2021 00046046, référence 4104P01 2021 A 01494
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

CONTRAT D'APPORTS DE TITRES

Par

Monsieur Hadrien HADDOU

Au profit de

La SAS « AAS HOTELLERIE RESTAURATION »

A.G.C. Val de Loire - *Service Juridique*
5 rue de la Sublainerie
37510 BALLAN MIRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Hadrien HADDOU,
Né le 11 décembre 1962 à MARSEILLE,
Demeurant 4, chemin des Isles, 41150 VEUZAIN SUR LOIRE,
De nationalité française et ayant la qualité de " résident " en France ;

Marié à Madame Muriel HADDOU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 17 juillet 2001, par Maître Philippe GOSSE, notaire à ONZAIN, préalablement à leur union célébrée à ONZAIN le 21 juillet 2001,

Ci-après dénommé « L'apporteur »,
D'une part,

ET

La société **« AAS HOTELLERIE RESTAURATION »**,
Société par actions simplifiée au capital de 8 000,00 euros,
Dont le siège social est sis 66bis route de Chouzy, Onzain, 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE,

Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BLOIS sous le numéro 534.432.125,
Représentée aux présentes par son Président, Monsieur Hadrien HADDOU,

Ci-après dénommée « La société bénéficiaire »,
D'autre part,

EXPOSE PREALABLE

La présente opération d'apport d'une partie des parts sociales détenues par l'apporteur au sein de la SCI « L'Orée des Cèdres Bleus » (extrait Kbis en **annexe 1**) et de la totalité des parts sociales détenues par l'apporteur au sein de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H » (extrait Kbis **annexe 2**).

À la société SAS **« AAS HOTELLERIE RESTAURATION »,**

Est une opération de restructuration interne et a pour objet l'organisation du financement du groupe, la société « AAS HOTELLERIE RESTAURATION » ayant, après réalisation de l'apport, pour activité la gestion de ses filiales.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

L'apporteur apporte, nettes de tout passif et sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareil matière, à la SAS « AAS HOTELLERIE RESTAURATION » la pleine propriété d'une partie des parts sociales qu'il détient au sein de la SCI « L'Orée des Cèdres Bleus » et de la totalité des parts sociales qu'il détient au sein de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H », telles que désignées ci-après :

Article 1 – DESCRIPTION DE L'APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la société AAS HOTELLERIE RESTAURATION, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Hadrien HADDOU, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

1. La pleine propriété de **quatre-vingt parts sociales de la SCI « L'Orée des Cèdres Bleus »**

Les parts sociales apportées sont représentatives d'une fraction du capital social de la SCI « L'Orée des Cèdres Bleus » présentant les caractéristiques suivantes :

- Objet : Location de terrains et d'autres biens immobiliers
- Capital social : 1 000,00 €uros
- Siège : 143 AV EDOUARD VAILLANT 18100 VIERZON
- Durée : 99 ans expirant le 17 août 2106
- Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURGES sous le n° SIREN 499 601 052,
- Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre

La répartition actuelle du capital social est la suivante :

- Monsieur Hadrien HADDOU : 80 parts sociales,
- Madame Muriel HERVE épouse HADDOU : 20 parts sociales.

Origine de propriété

L'Apporteur déclare qu'il est propriétaire des 80 parts sociales, objet du présent apport, numérotées 1 à 80, pour les avoir reçues en rémunération de son apport effectué lors de la constitution de la société le 7 juillet 2007.

Lesdits biens sont évalués à la somme de **six cent soixante-douze mille huit cent euros (672 800,00 €)**.

2. La pleine propriété de **cent parts sociales de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H »**

Les parts sociales apportées sont représentatives de la totalité du capital social de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H » présentant les caractéristiques suivantes :

- Objet : Restauration, bar, salon de thé, pub, pizzeria, brasserie, traiteur, plats à emporter, sandwicherie, hôtel,
- Capital social : 8 000,00 €uros
- Siège : 143 AV EDOUARD VAILLANT 18100 VIERZON
- Durée : 99 ans expirant le 12 août 2104
- Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURGES sous le n° SIREN 483 412 326,
- Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre

La répartition actuelle du capital social est la suivante :

- Monsieur Hadrien HADDOU : 100 parts sociales,

Origine de propriété

L'Apporteur déclare qu'il est propriétaire des 100 parts sociales, objet du présent apport, pour les avoir reçues en rémunération de son apport effectué lors de la constitution de la société le 21 juillet 2005.

Lesdits biens sont évalués à la somme de **cinq cent mille euros (500 000,00 €).**

Les biens apportés décrits ci-dessus ont fait l'objet d'une évaluation par la société « DR AUDIT », commissaire aux apports désigné par l'associé unique, en date du 1er juin 2021, dont le rapport est annexé aux présentes (**annexe 3**).

Article 2 – DECLARATIONS GENERALES – CONDITIONS GENERALES

Déclarations générales

L'apporteur déclare :

- Qu'il a la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'il ne fait pas présentement l'objet d'une procédure collective dans le cadre de la loi du 13 juillet 1967 ou de celle du 25 janvier 1985 ni n'est susceptible de l'être en raison de sa profession et fonction, ni n'est en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
- Qu'il est résident français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger ;
- Qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts sociales apportées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou d'offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- Que les parts sociales apportées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement, ainsi que de toute autre garantie réelle ;
- Et que les sociétés dont les parts sont présentement apportées ne sont pas en cessation de paiements, ni ne font l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

Conditions générales

La société bénéficiaire :

- Aura la propriété et la jouissance des parts sociales apportées à compter du **15 juillet 2021**
- Recevra seule la fraction des bénéfices de l'exercice en cours attachée aux dites parts ;
- Sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts apportées.

Article 3 – REMUNERATION DE L'APPORT

L'apport qui précède représente une valeur de :

- **Six cent soixante-douze mille huit cent euros (672 800,00 €)** pour les 80 parts sociales de la société « L'Orée des Cèdres Bleus », numérotées de 1 à 80, soit huit mille quatre cent dix euros (8 410,00 €) par part sociale ;
- **Cinq cent mille euros (500 000,00 €)** pour les 100 parts sociales de la société « SARL UNIPERSONNELLE A2H », soit cinq mille euros (5 000,00 €) par part sociales.

En conséquence, ledit apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à l'apporteur de mille quatre cent soixante-six (1 466) parts sociales d'une valeur nominale de quatre-vingt euros (80,00€) chacune, émises au prix unitaire de huit cent euros (800,00 €), soit avec une prime d'apport de sept cent vingt euros (720,00 €), intégralement libérées, à créer par la société bénéficiaire et qui contribuera à l'augmentation de son capital social d'un montant de cent dix-sept mille deux cent quatre-vingt euros (117 280,00 €), le nouveau capital s'élèvera à la somme de cent vingt-cinq mille deux cent quatre-vingt euros (125 280,00 €).

La prime d'apport globale d'**un million cinquante-cinq mille cinq cent vingt euros (1 055 520,00 €),** sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan et pourra recevoir toute affectation décidée par l'associé ou les associés.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

Article 4 – DECLARATIONS FISCALES

Les parties ont été informées des sanctions applicables aux insuffisances, dissimulations et aux affirmations de sincérité frauduleuses. Elles affirment expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du CGI que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport.

Cette rémunération n'est contredite ni modifiée par aucune contre lettre contenant une augmentation de la rémunération de l'apport.

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que l'opération d'apport des parts des société « L'Orée Des Cèdres Bleus » et « SARL UNIPERSONNELLE A2H » au profit de la SAS « AAS HOTELLERIE RESTAURATION » peut bénéficier du sursis d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés tel que prévu aux articles 150-0B ter du Code Général des Impôts.

Par conséquent, les plus-values nées de l'échange des titres apportés contre les titres reçus ne seront pas imposées. En revanche lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, les plus-values seront calculées et imposées par rapport à la valeur originelle des titres apportés à l'échange.

Article 5 – COMPETENCE

Tout litige survenant à propos ou à la suite du présent contrat sera soumis à la juridiction du Tribunal de Commerce de BLOIS.

Article 6 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- L'apporteur au 66bis, route de Chouzy, Onzain 41150 VEUZAIN SUR LOIRE,
- La Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

Article 7 - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Article 8 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

À VEUZAIN SUR LOIRE
Le 15 juillet 2021
En quatre exemplaires originaux.

Monsieur Hadrien HADDOU,

Pour la SAS « AAS HOTELLERIE RESTAURATION »
Monsieur Hadrien HADDOU,
Son président,

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
BLOIS 1
Le 23/07/2021 Dossier 2021 00046047, référence 4104P01 2021 A 01495
Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

ANNEXE 1

Extrait Kbis de la SCI « L'Orée des Cèdres Bleus »

Greffe du Tribunal de Commerce de Bourges
1 PL HENRI MIRPIED
18000 BOURGES

N° de gestion 2007D00233

Code de vérification : E9R2cxoQ9w
https://www.infogreffe.fr/controle

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 12 juillet 2021

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	499 601 052 R.C.S. Bourges
Date d'immatriculation	17/08/2007
Dénomination ou raison sociale	**SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS**
Forme juridique	Société civile immobilière
Capital social	1 000,00 Euros
Adresse du siège	143 AVENUE EDOUARD VAILLANT 18100 VIERZON
Durée de la personne morale	Jusqu'au 19/08/2106
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms	HADDOU Hadrien
Date et lieu de naissance	Le 11/12/1962 à MARSEILLE (13)
Nationalité	Française
Domicile personnel	66BIS ROUTE DE CHOUZY ONZAIN 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE

Associé

Nom, prénoms	HERVE Muriel Aimee Helene
Nom d'usage	HADDOU
Date et lieu de naissance	Le 05/08/1963 à ST PERAVY LA COLOMBE (45)
Nationalité	Française
Domicile personnel	66BIS RUE DE CHOUZY ONZAIN 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	143 AVENUE EDOUARD VAILLANT 18100 VIERZON
Nom commercial	SCI DE L'OREE DES CEDRES BLEUS
Activité(s) exercée(s)	LOCATION D'IMMEUBLES
Date de commencement d'activité	20/09/2007
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

ANNEXE 2

Extrait Kbis de l'EURL « A2H »

Greffe du Tribunal de Commerce de Bourges
1 PL HENRI MIRPIED
18000 BOURGES

N° de gestion 2005B00375

Code de vérification : nVOsi2pVsV
https://www.infogreffe.fr/controle

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 12 juillet 2021

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	483 412 326 R.C.S. Bourges
Date d'immatriculation	12/08/2005
Dénomination ou raison sociale	**SARL UNIPERSONNELLE A2H**
Sigle	A2H
Forme juridique	Société à responsabilité limitée à associé unique (Société à associé unique)
Capital social	8 000,00 Euros
Adresse du siège	143 Avenue Edouard Vaillant 18100 Vierzon
Durée de la personne morale	Jusqu'au 11/08/2104
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

Nom, prénoms	HADDOU Hadrien
Date et lieu de naissance	Le 11/12/1962 à MARSEILLE (13)
Nationalité	Française
Domicile personnel	66B Route de Chouzy Onzain 41150 Veuzain-sur-Loire

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	143 Avenue Edouard Vaillant 18100 Vierzon
Nom commercial	LE CHALET DE LA FORET
Enseigne	Le chalet de la forêt
Activité(s) exercée(s)	Restauration, bar, salon de thé, pub, pizzeria, brasserie, traiteur, plats à emporter, sandwicherie, hôtel
Date de commencement d'activité	01/08/2005
Origine du fonds ou de l'activité	Achat
Précédent propriétaire	
Dénomination	SARL CHALET DE LA FORET
Nom du journal d'annonces légales	COURRIER FRANCAIS
Date de parution	26/08/2005
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

ANNEXE 3

Rapport de la société DR AUDIT

DR AUDIT
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Eric **LETOURMY**
Sonia **LUTZ**

Société bénéficiaire SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION

Apport de titres de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS

par Monsieur Hadrien HADDOU

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur des apports

DR AUDIT
SARL au capital de 10 000 euros
63B, avenue de Châteaudun – BP 146
41005 BLOIS CEDEX

Tél. : **02 54 42 23 11**
E-mail : draudit@draudit.net

Experts-comptables - Commissaires aux comptes inscrits au tableau de l'Ordre d'Orléans - Membre de la Compagnie Régionale d'Orléans
Siret 443 995 337 00039 - APE 6920 Z - RCS Blois B 443 995 337 - TVA Intracom. FR 65 443 995 337

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par l'unique associé de la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION en date du 1er juin 2021 concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Hadrien HADDOU à la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.225-147 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans un contrat d'apport signé par les parties. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Notre rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports
3. Conclusion

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. CONTEXTE GÉNÉRAL ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

Monsieur Hadrien HADDOU est associé unique au sein de la société commerciale AAS HOTELLERIE RESTAURATION. Le présent apport de titres de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS envisagé par Monsieur Hadrien HADDOU intervient dans le cadre d'une restructuration juridique de sociétés. Cette restructuration permettra une meilleure gestion des titres détenus par Monsieur Hadrien HADDOU.

1.2. PRÉSENTATION DES SOCIÉTÉS ET DES PARTIES EN PRÉSENCE

1.2.1. Personne physique apporteuse

La société SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION va recevoir l'apport des titres de la société SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS actuellement détenus par :

- Monsieur Hadrien HADDOU, demeurant à VEUZAIN SUR LOIRE (Loir-et-Cher) chemin des Isles, n° 4.

Monsieur Hadrien HADDOU déclare être marié à Madame Muriel HADDOU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 17 juillet 2021, par Maitre Philippe GOSSE, notaire à Onzain, préalablement à leur union célébrée à Onzain le 21 juillet 2001.

1.2.2. Société bénéficiaire SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION

La société AAS HOTELLERIE RESTAURATION est une société par actions simplifiée au capital de 8 000 euros, dont le siège social est fixé au 66 bis, route de Chouzy à VEUZAIN-SUR-LOIRE (Loir-et-Cher), et qui est immatriculée sous le numéro 534 432 125 RCS BLOIS.

La société AAS HOTELLERIE RESTAURATION est dirigée par Monsieur Hadrien HADDOU en qualité de Président.

1.2.3. Société SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS dont les titres sont apportés

La SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS est une société civile immobilière au capital de 1 000 €, dont le siège est à VIERZON (Cher) 146, avenue de Edouard Vaillant, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURGES sous le n° 499 601 052.
Son capital, composé de 100 parts sociales de 10 € chacune, est détenu par :

- Monsieur Hadrien HADDOU : 80 parts sociales en pleine propriété numérotées de 1 à 80.
- Madame Muriel HADDOU : 20 parts sociales en pleine propriété numérotées de 81 à 100.

La SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS a pour objet :

- La propriété, la gestion, l'administration et la disposition de biens dont elle devient propriétaire, par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement, tous placement de capitaux sous toutes ses formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions et obligations, parts sociales ;

- Et en général toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessous défini, en tous pays, pourvu que ces opérations ne modifient par le caractère civil de la société.

La société est gérée par Monsieur Hadrien HADDOU et elle est soumise au régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

1.3. DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le contrat d'apport de droits sociaux.

Elles peuvent se résumer comme suit :

1.3.1. Caractéristiques de l'apport

L'apport sera réalisé au jour de la réalisation de l'augmentation de capital dans la société AAS HOTELLERIE RESTAURATION, et seront, à tous égards, assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

1.3.2. Aspects fiscaux

Sur le plan de plus-values, en application des dispositions de l'article 150-0 B ter du code général des impôts, l'apporteur entend bénéficier du report d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de cet apport contre les titres émis au titre de l'augmentation de capital de la société SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION.

Au niveau des droits d'enregistrement, le présent apport sera enregistré gratuitement en application des articles 810 et 810 bis du code général des impôts.

1.3.3. Conditions suspensives

Le présent apport de titres est soumis à la condition suspensive suivante :

- l'approbation dudit apport par décision de l'associé unique de la société AAS HOTELLERIE RESTAURATION.

1.3.4. Rémunération des apports

En rémunération des apports, il sera attribué à Monsieur Hadrien HADDOU, 841 actions de la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION de 80 € de valeur nominale chacune assortie d'une prime d'émission de 720 euros chacune.

Monsieur Hadrien HADDOU déclare être marié à Madame Muriel HADDOU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 17 juillet 2021, par Maitre Philippe GOSSE, notaire à Onzain, préalablement à leur union célébrée à Onzain le 21 juillet 2001.

1.4. PRÉSENTATION DE L'APPORT

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC n°2014-03 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

1.4.2. Description des apports

Les titres de la société SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS, dont l'apport est envisagé par Monsieur Hadrien HADDOU au titre de l'augmentation de capital de la société SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION, ont été évalués à leur valeur réelle estimée à 841 000 €, soit 8 410 € par part sociale. Ainsi :

- 80 parts sociales de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS seront apportées par Monsieur Hadrien HADDOU pour 672 800 €.

2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Hadrien HADDOU.

Nous avons notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale ;
- consulté les états financiers de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS au 31 décembre 2020;

- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties, et notamment sur une estimation de l'immeuble faite par Monsieur Jean-Paul VUILLIER, expert immobilier près la Cour d'Appel d'Orléans, membre de la Compagnie Nationale des Experts de Justice Immobiliers, en date du 11 janvier 2021 et une estimation de la SCI établie par un expert-comptable.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part du dirigeant de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant grever la consistance des capitaux propres en date du 31 décembre 2020.

2.2. APPRÉCIATION DE LA MÉTHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE

L'apport de titres envisagé est effectué par une personne physique.

Aux termes du contrat d'apport de droits sociaux, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des parts sociales de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part

2.3. RÉALITÉ DE L'APPORT

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur Hadrien HADDOU des parts sociales de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS objet du présent apport.

2.4. APPRÉCIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des parts sociales représentant 80% du capital de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS.

2.4.2. Détermination de la valeur des apports par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la méthode de la valeur patrimoniale de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS.

2.4.3. Valorisation de la société SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS

La valeur d'apport a été déterminée par les parties exclusivement sur la valeur des parts sociales de la SCI L'OREE DES CEDRES BLEUS.

2.4.3.1. Méthode d'évaluation retenue

Evaluation par la valeur patrimoniale

Cette approche correspond souvent à la valeur plancher de l'entreprise. Les immeubles sont évalués à leur valeur marchande. La valeur ainsi obtenue est diminuée de la valeur de d'actif pour obtenir la plus-value. Cette plus-value est ajoutée aux capitaux propres diminué des emprunts et dettes, de l'impôt latent sur cette plus-value.

La valorisation obtenue conforte la valeur d'apport.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 672 800 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Blois, le 11 juin 2021

Le commissaire aux apports
SARL DANIEL RAVINEAU AUDIT
Eric LETOURMY

DR AUDIT
COMMISSAIRES AUX COMPTES

Eric **LETOURMY**
Sonia **LUTZ**

Société bénéficiaire SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION

Apport de titres de Monsieur Hadrien HADDOU

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur des apports

DR AUDIT
SARL au capital de 10 000 euros
63B, avenue de Châteaudun – BP 146
41005 BLOIS CEDEX

Tél. : **02 54 42 23 11**
E-mail : draudit@draudit.net

A l'associé unique,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par décision de l'associé unique de la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION en date du 1er juin 2021 concernant l'apport en nature devant être effectué par Monsieur Hadrien HADDOU à la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.225-147 de code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans un contrat d'apport signé par les parties. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Notre rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports
3. Conclusion

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. CONTEXTE GÉNÉRAL ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

Le présent apport de titres envisagé par Monsieur Hadrien HADDOU vise à apporter à une holding la totalité des parts sociales de la société SARL UNIPERSONNELLE A2H qu'il détient en pleine propriété.

1.2. PRÉSENTATION DES SOCIÉTÉS ET DES PARTIES EN PRÉSENCE

1.2.1. Personne physique apporteuse

La société SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION va recevoir l'apport des titres de la société SARL UNPERSONNELLE A2H actuellement détenus par :

- Monsieur Hadrien HADDOU, demeurant à VEUZAIN SUR LOIRE (Loir-et-Cher) chemin des Isles, n° 4.

Monsieur Hadrien HADDOU déclare être marié à Madame Muriel HADDOU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 17 juillet 2021, par Maitre Philippe GOSSE, notaire à Onzain, préalablement à leur union célébrée à Onzain le 21 juillet 2001.

1.2.2. Société bénéficiaire SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION

La société AAS HOTELLERIE RESTAURATION est une société par actions simplifiée au capital de 8 000 euros, dont le siège social est fixé au 66 bis, route de Chouzy à VEUZAIN-SUR-LOIRE (Loir-et-Cher), et qui est immatriculée sous le numéro 534 432 125 RCS BLOIS.

La société AAS HOTELLERIE RESTAURATION est dirigée par Monsieur Hadrien HADDOU en qualité de Président.

1.2.3. Société SARL UNIPERSONNELLE A2H dont les titres sont apportés

La SARL UNIPERSONNELLE A2H est une société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 8 000 €, dont le siège est à VIERZON (Cher) 143, avenue Edouard VAILLANT - immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURGES sous le n° '483 412 326.
Son capital, composé de 100 parts sociales de 80 € chacune, est détenu par :

- Monsieur Hadrien HADDOU, 100 parts sociales en pleine propriété

1.3. DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées, de façon détaillée, dans le contrat d'apport de droits sociaux.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1. Caractéristiques de l'apport

L'apport sera réalisé avec effet à la date de réalisation de l'augmentation de capital de la société AAS HOTELLERIE RESTAURATION.

1.3.2. Aspects fiscaux

✓ **Déclarations relatives aux plus-values.**

Sur le plan de plus-values, en application des dispositions de l'article 150-O-B ter du code général des impôts, l'apporteur entend bénéficier du sursis d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de cet apport contre les titres émis au titre de l'augmentation de capital de la société SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION.

✓ **Déclarations relatives à l'enregistrement**

Au niveau des droits d'enregistrement, le présent apport sera enregistré gratuitement en application des articles 810 et 810 bis 810-I du code général des impôts.

1.3.3. Conditions suspensives

Le présent apport de titres est soumis à la condition suspensive suivante :

- l'approbation dudit apport par décision de l'associé unique de la société AAS HOTELLERIE RESTAURATION ;

1.3.4. Rémunération des apports

En rémunération des apports, il sera attribué à Monsieur Hadrien HADDOU, 625 actions de la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION de 80 € de valeur nominale chacune assortie d'une prime d'émission de 720 euros chacune.

Monsieur Hadrien HADDOU déclare être marié à Madame Muriel HADDOU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 17 juillet 2021, par Maitre Philippe GOSSE, notaire à Onzain, préalablement à leur union célébrée à Onzain le 21 juillet 2001.

1.4. PRÉSENTATION DE L'APPORT

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement ANC n°2014-03 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

1.4.2. Description des apports

Les titres de la société SARL UNIPERSONNELLE A2H, dont l'apport est envisagé par Monsieur Hadrien HADDOU au titre de l'augmentation de capital de la société SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION, ont été évalués à leur valeur réelle estimée à 500 000 €, soit 5 000 € par part sociale.

Ainsi :

- 100 parts sociales de la SARL UNIPERSONNELLE A2H seront apportées par Monsieur Hadrien HADDOU pour 500 000 €.

2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'éclairer les associés de la SAS AAS HOTELLERIE RESTAURATION sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Hadrien HADDOU.

Nous avons notamment :

- rencontré les personnes en charge de l'opération pour prendre connaissance de son contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales envisagées, en marge de l'examen du contenu du projet de traité d'apport ;
- vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- consulté les documents juridiques et financiers mis à ma disposition concernant la vie sociale ;
- consulté les états financiers de la SARL UNIPERSONNELLE A2H au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2020;
- consulté le rapport de certification pure et simple du commissaire aux comptes sur les comptes clos le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2019 de la SARL UNIPERSONNELLE A2H
- examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties.

Enfin, nous avons obtenu une lettre d'affirmation de la part du dirigeant de la SARL UNIPERSONNELLE A2H nous confirmant l'absence, à la date du présent rapport, d'événements pouvant, d'une part, grever la consistance des capitaux propres en date du 31 décembre 2020 ou, d'autre part, remettre en cause de façon significative les prévisions à horizon 2021-2023 qui nous ont été communiquées.

2.2 APPRÉCIATION DE LA MÉTHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION COMPTABLE

L'apport de titres envisagé est effectué par une personne physique.

Aux termes du contrat d'apport de droits sociaux, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimée des actions de la SARL UNIPERSONNELLE A2H en tant que valeur d'apport.

Le choix de cette méthode de valorisation est conforme aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de notre part.

2.3 RÉALITÉ DE L'APPORT

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par Monsieur Hadrien HADDOU des parts sociales de la SARL UNIPERSONNELLE A2H objet du présent apport.

2.4. APPRÉCIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur des actions représentant 100% du capital de la SARL UNIPERSONNELLE A2H.

2.4.2. Détermination de la valeur des apports par les parties

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la méthode patrimoniale et sur la méthode de rentabilité de la SARL UNIPERSONNELLE A2H.

2.4.3. Valorisation de la société SARL UNIPERSONNELLE A2H

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons mis en œuvre une évaluation multicritère.

2.4.3.1. Méthodes d'évaluation écartées

La valeur de la société SARL UNIPERSONNELLE A2H repose sur sa valeur patrimoniale et sa valeur de marché. L'approche par la valeur de rentabilité a donc été écartée car elle ne correspond aux méthodes de valorisation usuelles pour l'activité d'hôtellerie-restauration.

2.4.3.2. Méthodes d'évaluation retenues

Évaluation par la méthode comparative

Cette méthode consiste à déterminer le prix de vente d'un fonds de commerce en se basant sur le marché actuel, c'est-à-dire en observant les prix de mise en vente proposés par des entreprises comparables. Dans le cas présent, nous avons retenu des entreprises produisant un chiffre d'affaires comparable à la société apportée et se situant dans des zones géographiques similaires.

Evaluation par la valeur patrimoniale

Cette approche, plus classique, correspond souvent à la valeur plancher de l'entreprise. L'actif net comptable est corrigé de la réévaluation des actifs notamment du fonds de commerce, du retraitement des biens financés en crédit-bail, du retraitement du passif social. Les valeurs ainsi obtenues sont ajoutées aux capitaux propres corrigés de l'impôt latent sur ces plus-values.

Synthèse des valorisations

Les valorisations ressortant des approches intrinsèques confortent la valeur d'apport pour autant que le niveau 2019 (hors contexte COVID) de l'activité se maintienne sur les prochaines années.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant 500 000 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Fait à Blois, le 11 juin 2021

Le commissaire aux apports
SARL DANIEL RAVINEAU AUDIT
Eric LETOURMY

2006

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

« AAS HOTELLERIE RESTAURATION »

Siège social : 66bis, route de Chouzy, Onzain, 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE

A.G.C. Val de Loire - *Service Juridique*
5, rue de la Sublainerie
37510 BALLAN-MIRE

« AAS HOTELLERIE RESTAURATION »

Société Par Actions Simplifiée

Au capital de 125 280,00 euros

Siège social : 66bis, route de Chouzy, Onzain, 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE

STATUTS

Début activité : 1er septembre 2011

Acte du 15 juillet 2021
À effet du 15 juillet 2021

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Hadrien HADDOU,
Né le 11 décembre 1962 à MARSEILLE,
Demeurant 4, chemin des Isles, 41150 VEUZAIN SUR LOIRE,
De nationalité française et ayant la qualité de " résident " en France ;

Marié à Madame Muriel HADDOU sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat reçu le 17 juillet 2001, par Maître Philippe GOSSE, notaire à ONZAIN, préalablement à leur union célébrée à ONZAIN le 21 juillet 2001,

Lequel régime matrimonial n'a subi aucune modification judiciaire ou conventionnelle à ce jour ;

Ci-après dénommé « l'associé unique »,

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par l'associé unique propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- **La gestion, le marketing des entreprises et le conseil en gestion et en marketing des entreprises ;**
- **L'acquisition, la souscription, la gestion d'un portefeuille de participation et de valeurs mobilières, tous droits y afférents ainsi que leur revente éventuelle, dans toutes entreprises ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou autres.**
- **La fourniture de prestations administratives, stratégiques, juridiques, comptables, financières ou de gestion d'entreprises auprès des filiales dont la société est associée ou actionnaire et d'une façon plus générale le développement des activités du groupe ;**
- **La réalisation d'opérations de trésorerie, de crédit (telles que prêt, avance en compte courant, cautionnement, ...) avec les sociétés liées ;**
- **L'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes affaires ou entreprises ;**

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **« AAS HOTELLERIE RESTAURATION ».**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **66bis, route de Chouzy, Onzain, 41150 VEUZAIN-SUR-LOIRE.**

Il pourra être transféré en tout lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Président, qui sera habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président provoquera une décision des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

À défaut, tout associé pourra demander, conformément aux dispositions de l 'article 1844-6 du Code civil, au Président du Tribunal de commerce statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire chargé d'obtenir une décision collective des associés sur la prorogation éventuelle de la société.

Les associés seront consultés et la décision de prorogation devra être prise selon les modalités prévues à l'article 21 des présents statuts.

Les associés opposés à la prorogation seront tenus de céder leurs actions aux autres associés ou à la société sans qu'ils ne puissent revenir sur leur décision.

La cession ou le rachat devront intervenir dans un délai de six mois à compter de la décision de prorogation et au prix fixé par accord entre les parties, ou à défaut, déterminé par expert dans les conditions prévues à l 'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 6 - APPORTS

Monsieur Hadrien HADDOU apporte en numéraire la somme de 8 000,00 €, total du capital social souscrit et libéré en totalité, comme l'atteste un certificat établi par la caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire (en son agence de Vierzon République), dépositaire des fonds.

Suivant décision de l'associé unique en date du 15 juillet 2021, le capital social a été augmenté de **cent dix-sept mille deux cent quatre-vingt (117 280,00 €)** au moyen de l'apport effectué par Monsieur Hadrien HADDOU évalués à cent dix-sept mille deux cent quatre-vingt (117 280,00 €).

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Hadrien HADDOU, 1 466 actions de 80,00 €, entièrement libérées

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **CENT VINGT-CINQ MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT EUROS (125 280,00 €).**

Il est divisé en **1 566 actions** de **80,00 euros** chacune, entièrement libérées, toutes de même rang et intégralement souscrite par Monsieur Hadrien HADDOU, qui détient ces mille cinq cent soixante-six actions, numérotée de 1 à 1 566.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1. Augmentation du capital

Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

8.2. Réduction du capital

Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

8.3. Amortissement du capital

Les associes, sur le rapport du président et dans les conditions prévues à l'article 22 des présents statuts, peuvent décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions partiellement ou totalement amorties.



ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

11.1. Forme de la cession ou de la transmission

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre ce mouvement.

En cas de transmission d'actions, pour quel que cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

11.2. Inaliénabilité des actions

Les actions créées sont inaliénables, c 'est-à-dire ni négociables ni cessibles, pour quelque cause que ce soit, pendant une durée de cinq ans à compter de leur émission.

Cette disposition n 'est pas applicable entre associés ni à l 'associé qui viendrai à réunir en sa main toutes les actions de la SAS.

Elle n'est pas applicable non plus à Monsieur Hadrien HADDOU, qui reste libre de céder ses actions à des tiers.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des associés.

11.3. Droit de préemption et clause d'agrément

11.3.1. Toute cession d'actions à un tiers à la société est soumise à l'agrément de la société après exercice, dans les conditions fixées ci-après, du droit de préemption au profit des associés de la société.

Ce droit d'agrément s'applique à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, alors même que la cession aurait leu, par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision judiciaire.

Il est également applicable en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et, en cas d'augmentation de capital, il s'applique à la cession des droits d'attribution de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l 'unanimité des associés.

11.3.2. Le cédant doit notifier son projet de cession au président et à chacun des autres associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il doit indiquer l'identité au cessionnaire proposé (nom ou dénomination sociale, adresse ou siège social), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession et les principales conditions de la cession.

Le cessionnaire proposé doit être de bonne foi.

Cette notification vaut offre de cession aux prix et conditions indiqués au profit de tous les associés.

Dans les huit jours de cette notification, le président porte à la connaissance de tous les associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les conditions de forme et de délai régissant l'exercice des droits de préemption.

11.3.3. Chaque associé doit, s'il désire exercer son droit de préemption, le notifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, ce dans les quinze jours de la notification du projet de cession qui lui a été faite.

À défaut pour l 'associe de notifier, dans le délai ci-dessus, qu'il entend exercer ce droit, il est réputé y avoir définitivement renoncé pour la cession en cause.

Lorsque le nombre total des actions que les associes bénéficiaires du droit de préemption ont déclaré acquérir est supérieur au nombre d'actions concernées, et faute d'accord entre lesdits bénéficiaires, les actions concernées sont réparties entre eux au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

11.3.4. Dans les trente jours de la notification du projet de cession par le cédant, le président décompte les droits de préemption exercés.

Si ces droits sont exercés pour la totalité des actions offertes, le président établit une liste des associés avec l'indication du nombre d'actions préemptées par chacun d'eux et la transmet, sans délai, au cédant et à tous les associés.

Si les droits de préemption n'absorbent pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la société peut, avec l'accord du cédant, acquérir les actions concernées non préemptées.

Elle sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de trois mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, conformément aux dispositions de l'article L. 227-18, alinéa 2, du Code de commerce.

À défaut d'accord du cédant sur le rachat par la société des actions non préemptées, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant sera libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées, sous réserve de la procédure d 'agrément prévue ci-après.

11.3.5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de quinze jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

Dans le cas contraire, la cession au tiers proposé par le cédant doit être soumise, par le président, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du projet de cession, à l'agrément des associés.

La décision d'agrément est prise à la majorité des droits de vote de la société en délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, le cédant ne prenant pas part au vote.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande d'agrément, le président est tenu de notifier au cédant si la société accepte ou refuse la cession projetée.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le cédant éventuel pourra réaliser la cession dans un délai de huit jours.

Le cédant devra adresser à la société, dans les dix jours de la notification de la décision d'agrément qui lui sera faite par le président, les ordres de mouvement portant sur la cession des actions.

L'inscription au compte des associés acheteurs sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Le prix de cession est réglé comptant au cédant dès réception de l'ordre de mouvement dûment signé.

Faute pour le cédant d'adresser les ordres de mouvement relatifs à la cession des actions dans les dix jours, la cession sera constatée par le président.

11.3.6. Si l'agréent est refusé, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite par le président, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à la société, qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de la part du cédant, le président est tenu de faire acquérir la totalité des actions, avec le consentement du cédant, par la société.

La société sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de trois mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, et ce dans un délai de six mois à compter de la notification du refus.

À cet effet, il provoquera alors une décision collective des associes, pour statuer sur la réduction du capital et sur le rachat des actions par la société.

Le prix de cession est réglé par la société selon les modalités fixées ci-après à l'article 11.4 des statuts.

11.3.7. Toute cession effectuée en violation de la procédure d 'agrément ainsi prévue est nulle.

11.4. Évaluation des actions et paiement du prix

Le prix de cession est fixé d'un commun accord entre le cédant et les acquéreurs.

À défaut d'accord entre les parties, le prix de cession est déterminé par expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs.

La décision de l'expert ne pourra faire l'objet d'aucun recours.

Dans les huit jours de la détermination du prix, avis est donné au cédant de se présenter au siège social à l'effet de signer les ordres de mouvement.

Faute pour le cédant de se présenter dans un délai de quinze jours à compter du précédent avis, la cession pourra être régularisée d'office par la société.

En cas d 'achat des actions par les associés, le prix est payé comptant.

En cas d'achat des actions par la société, le prix est payable dans les six mois de la signature de l'ordre de mouvement ou de l 'acte de cession.

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne connait qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées par un mandataire unique.

À défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représentés.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant la répartition du dividende et au nu-propriétaire dans les autres cas.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier. Toutefois, pour les autres décisions, le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier.

ARTICLE 14 - EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- Défaut d'affectio societatis ;
- Mésentente durable entre associés ;
- Désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la société ;
- Manquements d'un associé à ses obligations ;
- Dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- Changement de contrôle au sens de l'article l. 233-3 du code de commerce ;
- Exercice d'une activité concurrente à celle de la société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- Violation d'une disposition statutaire ;

- Opposition continue aux décisions proposées par le président pendant deux exercices consécutifs,
- Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- Plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité simple ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

À compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause d'exclusion ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Monsieur Hadrien HADDOU, associé fondateur de la société, ne peut faire l'objet d'aucune exclusion, les stipulations du présent article lui étant totalement inapplicables.

ARTICLE 15 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

15.1. Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

15.2. Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée 30 jour avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

15.3. Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée et modifiée par décision de la collectivité des associés. Elle pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Outre cette rémunération, il sera remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.

15.4. Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. À ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 16 - DIRECTEUR GÉNÉRAL

16.1. Désignation

L'associé unique ou la collectivité des associés peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

16.2. Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 65 ans. Si le Directeur Général en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée 30 jours avant la date d'effet de ladite décision.

16.3. Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, sur la proposition du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- Exclusion du Directeur Général associé.

16.4. Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

16.5. Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont mentionnées sur le registre des décisions.

Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la Société sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle légal de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires désignés par l'associé unique ou la collectivité des associés, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

Si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret, cette désignation est obligatoire. L'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité [Majorité requise pour l'adoption des décisions n'entraînant pas modification des statuts], pourra désigner volontairement un Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.



Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 19 - REPRÉSENTATION SOCIALE

Les délégués du comité social et économique, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2312-72 du Code du travail auprès du Président. À cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Transformation en une société d'une autre forme,
- Dissolution de la société,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants,

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

ARTICLE 21 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Si la Société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

21.1. Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- Approbation des conventions réglementées,
- Nomination des commissaires aux comptes,
- Augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- Transformation de la société,
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- Dissolution et liquidation de la société,
- Augmentation des engagements des associés,
- Agrément des cessions d'actions,
- Inaliénabilité des actions,
- Suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- Nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- Modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

21.2. Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

21.3. Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 7 jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 2 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

21.4. Règles d'adoption des décisions collectives

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

21.5. Majorité

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi ou par les présents statuts, seront prises à la majorité des 2/3. Les autres décisions seront prises à la majorité simple.

Doivent être prises à l'unanimité des associés disposant du droit de vote les décisions collectives suivantes :

- Celles prévues par les dispositions légales,
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés,
- La décisions d'exclusion,
- Celles prévues par les présents statuts,

21.6. Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés et signés par le Président, le secrétaire, les associés présents et les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

21.7. Droit d'information des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés [*Délai de communication des rapports aux associés (nombre de jours avant la consultation)] jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

À la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le Président établit, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Le Président dépose les documents énumérés par l'article L. 232-23 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique ou la collectivité des associés décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est attribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital social.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 25 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, aux conditions fixées par la loi.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 30 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Fait à VEUZAIN SUR LOIRE
Le 15 juillet 2021
En 3 exemplaires originaux,

Copie certifiés conformes suite aux décisions de l'associé unique en date du 15 juillet 2021 à effet du 15 juillet 2021.

Monsieur Hadrien HADDOU

